



Le jeudi 24 janv 2008

Le DES ne sera plus requis pour être admis au cégep

La Presse Canadienne
Montréal

Le diplôme d'études secondaires (DES) ne sera plus obligatoire pour être admis au cégep, selon ce que prévoit le règlement sur le régime d'études collégiales paru la semaine dernière dans la *Gazette officielle du Québec* et qui devrait entrer en vigueur au printemps.

Des élèves à qui il manque six crédits et moins pour obtenir leur DES pourront être admis au cégep à la condition de compléter leurs cours manquants lors de leur premier trimestre au collégial.

Un total de six crédits peut notamment correspondre à un cours de mathématiques de quatrième secondaire ou au cours de français de cinquième secondaire.

La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) craint que cela ne dévalorise le DES et compromette la réussite des collégiens. Elle s'inquiète aussi d'une éventuelle surcharge pour les collégiens qui, lors de leur premier trimestre, devraient suivre à la fois leurs cours de secondaire et de cégep.

La Fédération des enseignants de cégep ajoute que la tâche des enseignants sera désormais alourdie. Déjà, affirme-t-elle, le collégial accueille un plus grand nombre de jeunes moins bien préparés aux études, plus faibles, ou qui vivent avec des handicaps.

Toutefois, la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNÉEQ-CSN) considère que ces nouveaux critères peuvent être bénéfiques pour favoriser le raccrochage de certains étudiants.

Quant à la Fédération étudiante collégiale du Québec, elle accueille plutôt favorablement la mesure car elle permettra à des étudiants de ne pas être ralentis toute une année dans leur cheminement collégial.

La Fédération des cégeps ajoute que la mesure permettra d'élargir l'accessibilité des études collégiales.

Le jeudi 24 janv 2008

La langue collégiale

[Rima Elkouri](#)

La Presse

Faut-il relancer l'idée controversée d'étendre le filet de la loi 101 au collégial? La question se pose quand on regarde les statistiques sur la fréquentation du cégep français par les allophones.

Trente ans après l'entrée en vigueur de la loi 101, environ la moitié d'entre eux (48%) choisissent encore de poursuivre leurs études postsecondaires en anglais. Et il va sans dire que ce choix a plus d'impact à long terme sur le paysage linguistique québécois que celui de la langue dans laquelle on chante les comptines dans les CPE.

Étant donné que 96% des CPE offrent déjà leurs services en français, on comprend mal l'urgence d'obliger une poignée d'enfants d'immigrés, qui de toute façon fréquenteront l'école française, à aller dès le berceau dans un CPE francophone. Ce serait dépenser beaucoup d'énergie pour bien peu de résultats. Pauline Marois, qui a fini par désavouer lundi ses députés séduits par cette idée, semble l'avoir vite compris.

Si la question de la langue au collégial apparaît certainement moins futile que celle de la francisation des bébés, il serait exagéré de dire que l'avenir de langue française repose sur les épaules des cégépiens allophones. Les statistiques récentes montrent que la proportion d'allophones qui choisit de fréquenter le cégep français a tout de même augmenté légèrement depuis cinq ans, passant de 43% en 2001 à 47% à 2006. Une progression lente, mais constante. Cela dit, ce serait aussi faire preuve d'angélisme que de nier la force d'attraction de l'anglais. On a beau retourner les statistiques dans tous les sens, voir le verre à moitié plein ou à moitié vide, il reste que, bon an, mal an depuis 10 ans, un élève allophone sur deux fait le choix du cégep anglais - un choix qui a un impact à long terme sur la langue de travail. Dans une société minoritaire francophone, c'est loin d'être anodin.

La question est maintenant de savoir pourquoi un nombre important de collégiens font le choix du cégep anglais. En 2001, la commission Larose sur l'avenir de la langue française disait être convaincue que c'est le désir d'améliorer la connaissance de l'anglais qui pousse les jeunes à fréquenter les cégeps anglais. Et on ne parle pas ici que des élèves allophones. Quelque 4% des élèves de langue maternelle française choisissent aussi d'aller au collégial anglais (ce qui représentait plus de 6000 élèves en 2006). Un choix qui peut sembler tout à fait légitime compte tenu du fait que le système scolaire francophone québécois ne permet pas en ce moment à ses élèves d'en sortir avec une maîtrise adéquate de l'anglais. (Et que dire de la maîtrise du français)

Plaidant en faveur du libre choix, la commission Larose qualifiait de «mesure draconienne» la proposition d'étendre au collégial les obligations de la loi 101. On craignait une «dérive potentielle», estimant que «le débat est mal engagé lorsqu'il fait reposer surtout sur l'attitude d'une minorité d'étudiants au collégial, fils et filles de nouveaux arrivants pour la plupart, le sort du français au Québec.» Soit. La réflexion est encore plus pertinente six ans plus tard. On a eu assez du débat mal engagé sur les accommodements raisonnables. On n'a certainement pas besoin d'en ajouter en faisant le procès de jeunes qui aspirent à améliorer leur connaissance de l'anglais.

Que faire, alors? Dans son essai *Nous*, Jean-François Lisée propose une mesure moins draconienne que celle d'imposer la loi 101 au collégial, mais potentiellement tout aussi compliquée et controversée. Il s'agirait de fusionner les réseaux francophone et anglophone des cégeps de manière à avoir des cégeps nouveaux où les trois quarts de l'enseignement seraient prodigués en français, le quart en anglais. Voilà qui empêcherait, croit-il, une proportion importante de nos élites d'être formées dans un milieu anglophone. On se retrouverait ainsi, espère-t-il, avec une population étudiante vraiment bilingue à la sortie du cégep, tout en faisant un pas important pour la prédominance du français.

Je suis loin d'être sûre que cette solution laborieuse soit viable. Cela dit, elle a le mérite de proposer autre chose que le statu quo. Car on aurait tort de penser qu'il n'y a pas aussi «dérive potentielle» quand 50% de jeunes issus de l'immigration non francophone choisissent de poursuivre leur vie en anglais. On aurait tort de ne pas entendre le message qu'ils nous lancent.



Le jeudi 24 janv 2008

Un «bogue» de l'emploi en vue?

Lia Lévesque

La Presse Canadienne
Montréal

Le milieu scolaire et de la formation parle carrément de «bogue» de l'emploi dès 2012, à cause des milliers de départs à la retraite et de la décroissance démographique du Québec.

Déjà, l'on éprouve un problème d'adéquation entre les besoins de main-d'oeuvre des entreprises et les inscriptions dans plusieurs programmes prometteurs.

«La décroissance de la population active des 15 à 64 ans va commencer vers 2012 au Québec et c'est la population en âge de travailler», a déclaré jeudi Patricia Richard, directrice générale des contenus chez Jobboom.

«Entre 2011 et 2016, cette population-là va perdre 74 000 individus au moins. Donc, on commence un lent rétrécissement de la population active, combiné à beaucoup de départs à la retraite. Le bogue en question, c'est: où va-t-on trouver la main-d'oeuvre nécessaire, la relève qualifiée, alors qu'on a déjà des problèmes à avoir cette main-d'oeuvre?», a-t-elle ajouté.

Jobboom lançait jeudi son plus récent guide *Les carrières d'avenir 2008*, en compagnie de représentants des cégeps et des commissions scolaires.

Dans plusieurs domaines, tant au secondaire qu'au collégial ou à l'universitaire, des programmes manquent d'étudiants et les employeurs s'arrachent les finissants.

À titre d'exemple, en Techniques de transformation des matières plastiques, il faudrait entre 100 et 200 diplômés par année pour combler la demande des employeurs. Or le seul cégep au Québec qui offre ce programme, celui de Thetford Mines, ne décerne que six à 10 diplômes par année.

Au palier universitaire, en ergothérapie, 180 offres d'emploi ont été faites aux 60 finissants de l'Université Laval.

Au secondaire, le Centre de formation professionnelle Léonard-de-Vinci à Saint-Laurent a décerné 60 diplômes en 2007 dans son programme d'installation et de réparation d'équipement de télécommunications. L'enquête de Jobboom révèle qu'une seule des entreprises sondées dans ce domaine avait 125 postes à pourvoir.

Le problème est multiple: méconnaissance des programmes prometteurs, préjugés contre la formation professionnelle et technique, volonté des parents que leur enfant obtienne un diplôme universitaire, etc.

Les efforts déployés depuis quelques années pour revaloriser la formation professionnelle et technique commencent toutefois à porter fruit, assure le président de la Fédération des commissions scolaires du Québec, André Caron. «Le pourcentage de jeunes inscrits en formation professionnelle augmente, très légèrement, mais il augmente», a-t-il indiqué, parlant de trois ou quatre pour cent d'augmentation depuis l'année dernière.

Jobboom cite plusieurs programmes de formation affichant un taux de chômage de moins de 5 pour cent. Parmi eux, on retrouve la conduite de grues, l'assistance technique en pharmacie, la pâtisserie de restaurant, la mécanique d'ascenseur, la technique d'inhalothérapie, les techniques de l'impression, les techniques de santé animale, l'adaptation scolaire au niveau du baccalauréat, ainsi que l'audiologie et l'orthophonie.



Le vendredi 25 janv 2008

L'autre secret sur le français

[Yves Boisvert](#)

La Presse

Quel choc hier matin, mesdames et messieurs, j'allais dire en ouvrant ma Presse, mais il n'était pas nécessaire de l'ouvrir : le scandale s'étalait sur tout le haut du pli.

«Québec cache ses chiffres.» Ça sentait la crise nationale et le complot. De quels chiffres parle-t-on? Que nous cache-t-on encore ?

Ceci: les gens de langue maternelle française sont tombés sous la barre des 50% dans l'île de Montréal. Vous n'avez peut-être rien entendu, mais ils sont tombés. Bong. Et ils tomberont encore plus bas. Re-bong.

Ce ne sont pas les chiffres qui sont secrets, puisque Statistique Canada nous a dressé le portrait linguistique du Québec l'automne dernier, à partir du recensement de 2006.

Ce qui nous est caché, c'est une étude, envoyée il y a 17 mois à l'Office de la langue française (OLF), et qui constatait déjà cette donnée démographique, projetant son accentuation. L'auteur, le démographe Marc Termote, dit qu'on refuse de publier son étude pour des raisons politiques, parce qu'elle est perçue comme trop explosive politiquement.

La ministre Christine St-Pierre comme l'OLF le nient, mais qu'importe, le feu identitaire a repris. Mario Dumont dit que le gouvernement Charest a floué les Québécois en cachant cette étude, qui aurait pu compromettre la décision du gouvernement de faire passer de 45 000 à 55 000 le nombre d'immigrants, plaide-t-il.

La première chose à dire est archiclassique : tout ce qu'on paraît cacher fait naître la suspicion. Quels que soient les motifs de ce retard, la première réponse à donner, ce ne sont pas des excuses, c'est le document lui-même. En ce moment, on a un auteur qui rue dans les brancards à propos d'une étude envoyée il y a 17 mois. Qu'on la publie et qu'on en parle intelligemment. On verra si elle est «dévastatrice».

La deuxième chose, même si on n'a pas l'étude encore, c'est qu'il est incontestable que le nombre de gens dont la langue maternelle est le français a diminué au Québec depuis 10 ans. Mais le nombre d'anglophones aussi. Le Québec ne s'anglicise donc pas. Il se diversifie.

Pour la très simple raison que le Québec, qui accueillait moins de 15 000 immigrants par année il y a 25 ans, en accueille plus de 40 000 depuis plusieurs années. En même temps, le taux de fécondité des Québécoises, francophones ou anglophones, est très faible.

Si en plus on isole les habitants de l'île de Montréal, les données sont plus spectaculaires encore: les immigrants s'y concentrent et de nombreuses jeunes familles francophones migrent vers les banlieues. Oui, mais même les banlieues sont moins francophones, ajoute le démographe. En effet, puisque des immigrants s'installent à Laval, à Longueuil, à Brossard.

Est-on devant une dévastation ? Non.

La question est de savoir si le français au Québec et à Montréal est menacé par cette diminution proportionnelle. Dans l'absolu, oui, le français est menacé par définition au Québec. C'est notre condition existentielle, pour ainsi dire. Cette langue sera toujours à défendre et à promouvoir. Elle n'aura jamais la partie facile en terre d'Amérique. Le français est encore plus fragilisé si les francophones ne se reproduisent pas assez, comme l'avaient calculé les curés il y a 200 ans, avant l'invention de la démographie. Sans parler de ce qu'on pourrait améliorer en termes de francisation des immigrants, pour renverser l'équation démographique sans faire plus d'enfants, il faudrait limiter l'immigration. C'est mathématique.

Mais les données récentes sont-elles alarmantes? Ce n'est pas mon point de vue. La donnée-clé du recensement de 2006 pour le français est que les trois quarts des immigrants «allophones» passent au français plutôt qu'à l'anglais. C'est la plus forte proportion jamais enregistrée. Il y a 40 ans, la majorité passait à l'anglais.

Ce renversement de tendance s'est fait grâce à la loi 101 et par l'envoi à l'école française des enfants d'immigrants. À une époque où l'immigration a pris une telle ampleur, c'est évidemment une donnée cruciale.

Car enfin, le jeune Montréalais d'origine haïtienne, ou chilienne, ou marocaine, ou indonésienne, est statistiquement un «allophone». C'est néanmoins un citoyen qui s'insérera en français dans la société québécoise.

Fixer son regard uniquement sur le nombre de francophones, à Montréal ou dans le Québec en général, est donc trompeur. Cette lecture statistique exclut d'emblée l'immigrant, même s'il parle parfaitement le français, s'il étudie et travaille en français. C'est nier l'idée même de la loi 101, au fond: fabriquer de nouveaux francophones. C'est refuser sans le dire d'inclure dans la culture linguistique majoritaire des gens qui, s'ils sont nés dans une langue, sont pourtant francisés en grande majorité. Même s'ils étudient les techniques policières à John Abbott.

Un enfant arrivé du Brésil à 6 ans, qui fera ses études en français, qui deviendra ingénieur chez SNC-Lavalin ou commis chez Omer De Serres, sera encore un «allophone» dans 50 ans, selon les statistiques. Il sera pourtant, dans la vraie vie, une sorte d'hommage vivant à l'efficacité de la loi 101.

Voilà ce qui est également «caché à la population» dans l'aveuglante clarté des études démo-linguistiques. Le réel succès des politiques linguistiques québécoises.

LE QUOTIDIEN GRATUIT #1

24 heures

www.24heures.ca

QUEBECOR

NATIONAL

Ingérence?

► Christine St-Pierre dément que Québec retarde la publication d'études alarmantes sur le français.



3

MONDE

Annan le rassembleur

► Le président kenyan Mwai Kibaki et l'opposant Raila Odinga en médiation.



8

SPORTS

Laissez-passer

► Tsonga bat Nadal et accède à la finale de l'Open d'Australie.



18

Recyclez-moi



après m'avoir lu

température

aujourd'hui
-7°



demain
-5°



PHOTO A.D WILSON

Inauguration mouvementée

Les troupes de l'Association étudiante du module de sciences sociales de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) et son président, Éloi Bureau (gauche), ont tenté de perturber l'inauguration d'une nouvelle aile de l'université, hier. Plusieurs dignitaires assistaient à l'événement, dont la ministre québécoise de l'Éducation, Michelle Courchesne. Or, le maire de Gatineau et père d'Éloi Bureau, Marc Bureau, brillait par son absence qui a été remarquée par certains. P. 4

SOYEZ BIEN PRÉPARÉ POUR LE BOTTÉ



Magasinez en ligne à LaSourceCC.com



Allez voir notre annonce dans le journal d'aujourd'hui!



5 Avant même d'appeler les secours, la masseuse qui a découvert le corps inerte de Heath Ledger aurait contacté Mary-Kate Olsen, qui se trouvait alors en Californie. (détails en p.5)



19 Il faut se tourner vers le basketball universitaire pour avoir une vraie rivalité sportive à Ottawa. (détails en p.19)

SOMMAIRE

Local4
 Paparazzi5
 National6
 Monde8
 Culture9-14
 Habitation15-16
 Horoscope17
 Sports18-19



Aujourd'hui

Max. -7
Min. -13
 Passages nuageux en matinée, ciel variable en après-midi. Vents légers. Refroidissement éolien -13.
 Normal max. -5.1, min. -14.8

Demain

Max. -5
Min. -8
 Plutôt nuageux. Vents légers.

Dimanche

Max. -4
Min. -9
 Plutôt nuageux. Vents légers.

Lundi

Max. -2
Min. -6
 Ciel variable. Vents légers.



CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR EN
24 SECONDES

1. La Direction de la Santé publique de l'Outaouais sonne l'alarme concernant l'augmentation drastique des cas de gonorrhée, de chlamydia et même de syphils depuis 10 ans dans la région. (détails en p.4)

2. L'identité du soldat canadien qui a été tué mercredi, en Afghanistan, a été dévoilée hier matin. Il s'agit du soldat Etienne Gonthier (photo), qui était âgé de 21 ans. (détails en p.6)



3. La Société générale, une des principales banques françaises, a été l'objet d'une fraude de 4,9 milliards d'euros (environ 7,3 milliards \$ CAN) commise par un courtier de sa banque. (détails en p.8)

4. La chanteuse Marie-Mai, entreprend une tournée québécoise pour promouvoir son album *Dangereuse attraction*, samedi à Châteauguay. Elle sera de passage à Gatineau le 9 février prochain. (détails en p.9)



5. Découvrez des trucs simples et faciles pour améliorer votre maison et votre grenier. (détails en p.15 et 16)

6. L'entraîneur-chef des Patriots de la Nouvelle-Angleterre Bill Belichick (photo) a été fidèle à lui-même jeudi, refusant de parler de l'état de santé de Tom Brady quelques jours après que son quart ait été photographié à New York alors qu'il portait un plâtre au pied droit. (détails en p.19)

COMMISSION SCOLAIRE DES PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS

2,1 millions \$ qui sont bienvenues

La Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais (CSPO) pourra offrir cinq nouveaux programmes de formation par alternance qui répondent aux besoins les plus criants de l'industrie de la construction grâce à une enveloppe budgétaire de 2,1 millions \$ du gouvernement provincial. Pour ce faire, un atelier polyvalent sera construit au Centre de formation professionnelle de l'Outaouais (CFPO) dans le secteur Hull.

« Les 16 programmes enseignés ici sont des métiers pour lesquels le Québec a besoin de main-d'œuvre », a affirmé le ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, hier. Il est important de sensibiliser la population et les parents afin d'encourager les jeunes qui veulent travailler avec leurs mains ».

Pose de revêtements souples, carrelage, peinture en bâtiment, plâtrage et pose de systèmes intérieurs s'ajoutent à la liste de cours pour permettre la rétention de la main-d'œuvre en Outaouais « L'objectif est de garder les jeunes en Outaouais pour qu'ils fréquentent les institutions d'enseignement d'ici », explique la ministre Michelle Courchesne.

La directrice du service régional de formation professionnelle de l'Outaouais, Josette Boudreault, s'est montrée enchantée par ce nouvel ajout. « C'est unique de s'entendre avec les intervenants du secteur de l'emploi pour offrir une carte rotative de programmes. C'est le résultat d'un travail d'écoute ».

ÉLARGIR LES PROGRAMMES

André Ménard, le président-directeur général de la Commission de la construction du Québec, s'est aussi montré ravi de cette annonce. « Ça permet d'élargir l'assiette des programmes, soutient-il. Le recrutement est essentiel pour demeurer compétitif avec l'Ontario. Les entreprises de l'Outaouais auront besoin dans les prochaines années de 700 nouveaux travailleurs

d'ici 2012, ce qui représente 11% de la main-d'œuvre actuelle ».

La hausse de 15 % de la valeur des permis de construction pour l'année 2007 par rapport à 2006 parle d'elle-même. La nécessité toujours grandissante de main-d'œuvre qualifiée et la diversité de l'offre permettent de « suivre le développement, la croissance et la vitalité du secteur de la construction ».

(Karine Régimbald)



PHOTO A.D. WILSON

Le ministre Benoît Pelletier a prononcé un discours lors de l'annonce de l'octroi de 2,1 millions \$ à la Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais.

FLASH CANOE

Pour plus d'informations consultez



SOIRÉE DES OSCARS 2008

L'événement aura-t-il lieu?

▶ canoe.com/dossiers/oscars



WALT DISNEY WORLD : VOUS AVEZ DES PHOTOS, HISTOIRES ET VIDÉOS?

Partagez-les dans la communauté Walt Disney World!

▶ Espace.canoe.ca/community/waltdisneyworld

QUESTION DU JOUR

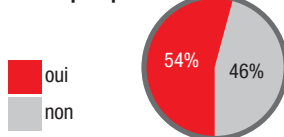


Répondez sur www.24heures.ca



RÉPONSE À LA QUESTION D'HIER

Êtes-vous prêts à payer plus cher pour du détergent ou du savon à vaisselle sans phosphate?



Nombre de répondants : 4129

commentaires@24-heures.ca



15-A, rue Taschereau
 Gatineau (Québec) J8Y 2V6
 Bureau 225
 Tél.: (819) 777-8922

Publicité: (613) 739-6300
 Rédaction: (819) 777-6393
 Distribution: (613) 739-5260

ÉDITEUR
 André Lemay
DIRECTEUR DES OPÉRATIONS
 Rick Gibbons
CONTRÔLEUR
 Sean Boylan
PUBLICITÉ
DIRECTEUR DES VENTES
 Bruce Holmes

DIRECTEUR MARKETING
 Susan Dagg Fulton
RÉDACTION
RÉDACTEUR EN CHEF
 Michel Desbiens
CHEF DE PUPITRE
 Danika Landry
COORDONNATEUR
 Kris Westwood

JOURNALISTES
 Louis-Denis Ebacher
 Karine Régimbald
JOURNALISTES - PUPITRES
 Thierry Bastien
 Marie-Eve Proulx
PHOTOGRAPHE
 Andrew Wilson
AGENCES DE PRESSE
 Presse Canadienne/Reuters

PRODUCTION
CHEF D'ÉQUIPE
 Kevin Simard
INFOGRAPHISTES
 Jean-Luc Champagne
 Hélène Gélinas
 Gabrielle Hains
 Virginie Gilbert Hébert
 Karine Le Blanc
 Denis Raby
 Nilton Sanchez

DISTRIBUTION
DIRECTEUR DISTRIBUTION
 Randy Hayley
DISTRIBUTION
 Marty Holtski
DISTRIBUÉ PAR
 Sun distribution
IMPRESSION
 Imprimeur: Mirabel
 Division de Quebecor Media.
 12 800, rue Brault
 St-Jean-de-Mirabel, Québec, J7J 1P3

24 HEURES est publié le lundi au vendredi et distribué gratuitement par Corporation Sun Media ayant son siège social au 612, rue St-Jacques, Montréal H3C 4M8

24 heures Gatineau-Ottawa est membre du réseau national • 24 heures-24 heures

enbref dans la région



À vos patins!

La Commission de la capitale nationale (CCN) ouvre, dès aujourd'hui, aux patineurs 1,2 km du canal Rideau entre le pont de la rue Bank et la 5^e avenue. Selon la CCN, la glace est suffisamment solide pour permettre aux adeptes du patinage de chausser leurs patins. Cette ouverture est la bienvenue pour Bal de Neige qui se déroulera du 1^{er} au 17 février. (24h)

À la goutte près

Une cinquantaine de commerces de Gatineau dépourvus de compteurs d'eau devront dorénavant en posséder un afin de mesurer les volumes d'eau utilisés. Des appareils seront installés dans plusieurs entreprises qui consomment de grandes quantités d'eau annuellement. En tout, 700 compteurs d'eau seront placés dans la ville pour des revenus additionnels de l'ordre de un demi-million \$ en taxes municipales. (24h)

Uranium

Un professeur à la retraite de l'Université de Regina encourage les citoyens de la région à demander un moratoire au gouvernement provincial concernant l'exploitation d'une mine d'uranium dans la région de l'Outaouais. Jim Harding croit que la population de la région devrait s'opposer aux projets d'exploration en cours. (24h)

24heures.ca

FLASH local

ASSASSINAT

Le jeune de 22 ans accusé du meurtre de son père plus tôt cette semaine à Ottawa passera quatre jours supplémentaires en prison avant de passer sous la loupe d'un psychiatre. Elliot Ulysses Bengé aurait assassiné son père lundi dernier. Bengé serait l'auteur du premier meurtre de l'année dans la capitale. Son père, Pierre, était âgé de 59 ans. (24h)



ERRATUMS

Dans une brève parue mercredi, le titre « AA et alcool » était erroné puisque le pavillon Jellinek, auquel le texte faisait référence, n'a pas de lien avec l'organisme des Alcooliques Anonymes. De plus, la une du journal d'hier traitait bien du bilan de la construction à Gatineau pour l'année 2007 et non pour l'année 2006, telle que mentionnée dans le bas de l'image. Toutes nos excuses. (24h)

LA MINISTRE COURCHESNE À L'UQO

Une aile de 14 millions \$ inaugurée dans la cohue

Une vingtaine d'étudiants ont mis à dure épreuve les portes flamboyantes de la nouvelle aile du pavillon Alexandre-Taché de l'UQO, hier, lors de la visite d'inauguration de la ministre de l'Éducation Michelle Courchesne.

La nouvelle aile construite au coût de 14 millions \$ réunit une salle polyvalente d'une capacité de 500 personnes, de nouveaux laboratoires — dont un de cyberpsychologie — et de nouvelles classes. La nouvelle clinique de psychologie « va diminuer les files d'attente pour l'aide psychologique dans la région », prévoit le recteur de l'Université du Québec en Outaouais, Jean Vaillancourt.

L'inauguration officielle s'est déroulée dans la cohue. À l'intérieur de la salle polyvalente, les députés prononçaient leurs discours devant des centaines de personnes. De l'autre côté des portes closes, une vingtaine d'étudiants de l'UQO affiliés à l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) menaient tout un vacarme en frappant dans les portes de la salle et en faisant sonner l'alarme d'un porte-voix sous la surveillance des policiers qui les empêchaient d'entrer. Ces étudiants demandent la gratuité scolaire et dénoncent le déficit accumulé de 12 millions \$ de l'UQO.

La ministre a entendu les échos estudiantins. « Quand j'avais 20 ans, j'étais celle qui frappait dans les portes des universités. Cinq ans de grèves et de comités de négociation et regardez ce que ça donne aujourd'hui! », a-t-elle dit sous les rires de la foule.

Le ministre responsable de l'Outaouais, Benoît Pelletier, voit dans l'agrandissement de l'UQO « une étape importante pour la région pour retenir ses jeunes et en attirer d'autres », ajoutant que « le haut savoir n'est plus l'apanage des grands centres. »

(Louis-Denis Ebacher)



PHOTO A.D WILSON

La ministre québécoise de l'Éducation, Michelle Courchesne.

La syphilis de retour en Outaouais

La Direction de la Santé publique de l'Outaouais sonne l'alarme concernant l'augmentation drastique des cas de gonorrhée, de chlamydia et même de syphilis depuis 10 ans dans la région.

En 2006 seulement, la Santé publique a compilé 600 cas de chlamydia en Outaouais et a vu réapparaître des cas de syphilis, une infection transmise sexuellement pourtant absente de la région en 1996.

L'organisme remarque que les personnes touchées ont de 15 à 35

ans, résultat du changement dans les mœurs et habitudes sexuelles de la jeune génération.

CHLAMYDIA

« La chlamydia peut infecter le col de l'utérus, le rectum ou l'urètre. L'infection peut également se propager d'une zone infectée aux yeux. Dans les régions où le traitement n'est pas disponible, ces infections oculaires peuvent être très graves et causer la cécité », peut-on lire dans le site masexualite.ca.

(24h)

À la recherche du maire Bureau

Le maire de Gatineau Marc Bureau brillait par son absence, hier, lors de l'inauguration de la nouvelle aile du pavillon Alexandre-Taché de l'Université du Québec en Outaouais, irritant du coup le recteur de l'UQO et la conseillère municipale Louise Poirier.

« J'aurais préféré que le maire soit ici », a concédé le recteur Jean Vaillancourt. La conseillère Louise Poirier s'est aussi montrée dérangée par cette absence. « Il faut que les acteurs politiques soient présents. Il n'a même pas délégué le maire suppléant à titre protocolaire », a-t-elle dénoncé. Le maire suppléant Aurèle Desjardins était bien présent, mais ce dernier a confirmé qu'il se trouvait là « à titre de conseiller municipal » et que le maire ne lui avait pas demandé de le représenter.

L'attaché de presse du maire Bureau, Martin Pouliot, a affirmé que « le maire a annoncé mardi qu'il avait un empêchement et (qu'il) ne rentrerait pas plus dans les détails ». Selon M. Pouliot, cela n'a rien à voir avec la présence d'Éloi Bureau, fils du maire et manifestant étudiant (voir texte principal). Ce dernier est le président de l'Association étudiante du module des sciences sociales de l'UQO. « Je m'occupe de la politique étudiante et pas de la politique des autres », a affirmé Éloi Bureau.

(L-D.E)

I ACCIDENT



PHOTO TONY CALDWELL

DEUIL Deux étudiantes de l'Université Carleton, Alyxz Buttle et Aidan Millar, ont assisté hier à un rassemblement en l'honneur de leur confrère et de leur deux conseillers décédés dans un accident d'auto mercredi matin.

De la compagnie de téléphone à qui plus de 1 million de Canadiens font confiance.

yak présente **téléphone résidentiel tout équipé** ou **Internet haute vitesse**.

Entièrement équipé !

- Afficheur/ID • Gardez votre numéro actuel
- Courriel vocal • Renvoi d'appels
- Appel en attente

Téléphone
résidentiel

(pas voix sur IP !)

chaque
seulement

34,95\$
par mois



Internet
HauteVitesse

Modem inclus !

- Téléchargements illimités • Hébergement Web
- Vitesse de téléchargement de jusqu'à 5 mbps
- 3 adresses de courriel • Anti-pourriel

Appelez le **1-866-473-0690** ou visitez **www.yak.ca** pour commencer à épargner dès aujourd'hui.

Avec **yak**, ce que vous voyez est ce que vous obtenez, jamais de surprise. Aucuns contrats, pénalités, frais cachés ou prix erroné de promotion.

Les services de téléphone résidentiel et d'Internet haute vitesse ne sont pas disponibles dans toutes régions. Veuillez composer le 1-866-473-0690 pour disponibilité et détails de service.



Le jeudi 24 janv 2008

Des élèves payés 8\$ l'heure pour aller en classe de soutien

Agence France-Presse
Washington

Deux écoles américaines de Géorgie, déplorant les médiocres résultats scolaires de leurs effectifs, ont décidé de payer les mauvais élèves 8\$ l'heure pour qu'ils participent à des séances de soutien scolaire.

«Nous avons commencé mardi. Les enfants sont enthousiastes. Ils étaient tous présents», s'est félicité auprès de l'AFP Mike Robinson, le directeur de l'école secondaire Creekside High, de Fairburn, près d'Atlanta.

Une vingtaine d'élèves de cette école ainsi qu'une vingtaine d'autres du collège voisin Bear Creek ont été sélectionnés pour leurs mauvais résultats et invités à aller aux cours de soutien de mathématiques et de sciences, moyennant rétribution.

Deux fois par semaine, ils peuvent suivre des séances de deux heures de soutien. À 8\$ l'heure, ils peuvent gagner jusqu'à 32\$ en une semaine s'ils sont assidus.

«Dans notre communauté vous savez, il faut vraiment être créatif pour intéresser certains élèves. Je pense que cette incitation va marcher», a espéré le directeur de l'école qui comprend 2500 élèves.

La démarche, lancée à titre expérimental pour 15 semaines, est financée par une fondation privée.

À la fin de l'expérience, si les élèves parviennent à obtenir un «B» ou plus à leurs devoirs de sciences et de mathématiques, ils pourront même empocher un bonus de 125\$, a indiqué le directeur.

«Nous offrons d'autres programmes de soutien mais généralement ce sont les enfants qui n'en ont pas vraiment besoin qui viennent, et ceux pour qui ce serait nécessaire, c'est très difficile de les intéresser», a-t-il conclu.

Le jeudi 24 janv 2008

La réforme scolaire passe mal à Laval

[Isabelle Hachey](#)

La Presse

Plus de la moitié des enseignants de Laval sont insatisfaits au travail, et la plupart blâment la réforme scolaire pour leurs malheurs. En outre, pas moins de 75 % des enseignants souffrent de l'intégration massive d'élèves en difficulté dans leurs classes, selon une étude dont les résultats préliminaires seront dévoilés aujourd'hui, au colloque annuel du Syndicat de l'enseignement de la région de Laval.

« Les enseignants ne sont pas des orthopédagogues, ils n'ont pas les outils pour accompagner les enfants en difficulté dans leur cheminement académique », explique Nathalie Houlfort, chercheuse à l'ENAP et auteure de l'étude. Elle a sondé 250 enseignants. « Ils se plaignent d'avoir plus de gestion de classes à faire que d'enseignement. Et ils regrettent que les élèves réguliers soient pénalisés parce que leur temps et leur énergie sont consacrés au cas les plus difficiles. »

Depuis l'implantation de la réforme, le nombre d'élèves handicapés ou en difficulté intégrés en classes régulières n'a cessé d'augmenter, passant de 67 982 en 2001-2002 à 93 293 en 2006-2007. Mais les ressources n'ont pas suivi, dénoncent les syndicats d'enseignement de la province, qui réclament le maintien des classes spéciales, ou du moins des limites à l'intégration « sauvage » des élèves en difficulté. Le ministère de l'Éducation mène présentement des consultations à ce sujet.

L'intégration massive de ces élèves « est la principale source d'insatisfaction au travail des enseignants, parce que ça affecte leur sentiment de compétence, dit Mme Houlfort. Ils se remettent en question parce qu'ils n'arrivent pas à faire avancer les élèves ayant de graves troubles d'apprentissage ou de comportement. Cela a un gros impact sur leur moral ».

Les 250 enseignants sondés avaient tous, sans exception, au moins un commentaire négatif à faire au sujet de la réforme scolaire, implantée en 2000. « On peut dire que la réforme est une source assez importante d'insatisfaction », constate la chercheuse. « On a l'impression qu'elle a été un peu précipitée, que les fonctionnaires qui étaient responsables de sa mise en œuvre n'étaient pas prêts. On dirait qu'ils ne savent pas trop où ils s'en vont, ça crée une grande zone grise dans laquelle les enseignants doivent naviguer, sans trop savoir eux-mêmes ce qu'on attend d'eux. »

Cette incertitude affecte le moral des troupes. Pas moins de 21 % des enseignants lavallois disent avoir une santé mentale moyenne ou mauvaise, comparativement à 8 % dans la population en général. « Cela démontre qu'il faut aussi se préoccuper de nos enseignants, pas seulement de leurs élèves, dit Mme Houlfort. On doit les écouter, parce que sinon, on va les perdre. »

Le vendredi 25 janv 2008

Les adolescentes de plus en plus délinquantes

[Caroline Touzin](#)

La Presse

Le taux d'adolescentes inculpées de crimes violents a plus que doublé en 20 ans au Canada. Mais elles sont encore loin de rattraper les jeunes garçons à ce chapitre. Chez les adultes, l'écart entre les deux sexes diminue aussi, révèle une étude de Statistique Canada dévoilée hier.

Le taux d'adolescentes accusées de crimes violents est passé de 60 à 132 pour 100 000 jeunes Canadiennes entre 1986 et 2005. Chez les garçons, ce taux était tout de même six fois plus élevé, soit plus de 600 pour 100 000 en 2005. Les filles de 15 ans affichent les taux les plus élevés d'infractions parmi toute la gent féminine.

Les crimes violents incluent le meurtre, la tentative de meurtre, l'homicide involontaire, l'agression sexuelle, les voies de fait armées, l'enlèvement et le vol qualifié.

Au centre jeunesse de Montréal, de plus en plus d'adolescentes qui commettent des crimes violents défilent dans les bureaux des intervenants depuis cinq ans, a observé son adjointe à la direction des services aux adolescentes, Anne Lauzon. Ces jeunes filles ont commis un vol à main armée au profit d'un gang de rue ou des voies de fait envers une personne âgée, entre autres.

Or, on peut compter sur les doigts d'une main le nombre de filles parmi les 150 jeunes contrevenants hébergés à l'heure actuelle au centre jeunesse de Montréal. Comment est-ce possible? «Pour un même délit, le juge va envoyer le garçon chez les jeunes contrevenants et la fille en protection de la jeunesse, explique Mme Lauzon. La fille va pleurer et réussir à émouvoir le juge avec son passé difficile pour se retrouver en protection.» Ces adolescentes ainsi victimisées auront moins tendance à prendre conscience de leur crime, déplore-t-elle.

L'étude de Statistique Canada lui donne raison. Peu importe le crime, les placements sous garde sont moins courants chez les adolescentes que chez les adolescents. En 2003-2004, 16% des filles reconnues coupables par un tribunal de la jeunesse ont été condamnées à un tel placement, comparativement à 24% des garçons. «Les différences sont manifestes dans toutes les catégories de crimes», indique l'étude. Et les filles condamnées reçoivent en moyenne une peine plus courte.

À Trajet jeunesse, un organisme de justice alternative qui travaille auprès des jeunes contrevenants de Montréal, les filles sont aussi minoritaires. Elles représentent environ 13% de la clientèle. «On ne voit pas plus de filles qu'avant, mais leur type de délits a changé», indique son coordonnateur, Christian Favreau. Les jeunes, filles et garçons confondus, commettent plus de délits contre la personne (taxage et voie de fait) qu'il y a 10 ans, selon les statistiques de l'organisme chargé de leur faire faire des travaux communautaires.

La plus forte croissance des crimes graves commis par les adolescentes a été observée au début des années 90, indique dans son étude l'analyste à Statistique Canada, Rebecca Kong. L'augmentation est similaire chez les femmes. Pour la même période, le taux est passé de 25 à 46 pour 100 000. En 2005, un criminel sur cinq au pays était une femme, comparativement à un sur neuf en 1986.

Toujours selon l'étude, lorsque des femmes commettent une infraction, il s'agit le plus souvent d'un vol, de voies de fait simples, d'une violation des conditions de la liberté sous caution ou de fraude. De plus, les femmes sont rarement des récidivistes et elles sont peu nombreuses dans les prisons.

L'étude a été faite avec les données d'un sous-ensemble de 122 services de police dans neuf provinces canadiennes.



Le jeudi 24 janv 2008

Un astéroïde va frôler la Terre mardi prochain

Agence France-Presse
Washington

L'astéroïde 2007 TU24 frôlera la Terre le 29 janvier, passant à moins de 550 000 kilomètres de notre planète mais sans aucun risque de collision, a indiqué jeudi la NASA.

Découvert le 11 octobre 2007 par les scientifiques de l'agence spatiale américaine qui surveillent et répertorient ces objets, cet astéroïde mesure entre 150 et 610 mètres.

Quand il se trouvera au plus près de la Terre mardi prochain à 5h33 GMT (00h33 heure de Montréal), à une distance équivalente à environ une fois et demi celle de la Lune, il sera observable par les télescopes amateurs dans un ciel suffisamment clair et suffisamment sombre.

«Ce sera le passage le plus proche de la Terre par un astéroïde de cette taille ou plus gros avant 2027», a précisé dans un communiqué Don Yeomans, le responsable à la NASA du bureau chargé du programme des objets proches de la Terre (Near Earth Object Program Office) au Jet Propulsion Laboratory (JPL) à Pasadena en Californie.

Tout en soulignant qu'«il n'y avait aucune raison de craindre une collision, ce responsable de la NASA a expliqué que tout au contraire «la nature fournissait, avec le passage rapproché de cet astéroïde, une excellente occasion de faire des observations».

La visite de l'objet 2007 TU24 interviendra un jour avant qu'un autre astéroïde ne frôle la planète Mars à moins de 26.000 kilomètres.

Selon des calculs initiaux de la NASA, il y avait une chance sur 25 que cet astéroïde 2007 WD5 n'entre en collision avec Mars.

Les dernières estimations de l'agence spatiale ont considérablement révisé à la baisse une telle probabilité avec un risque sur dix-mille de collision.

canoe network ... **cnews**

January 25, 2008

Tuition protest greets new wing

By SUN MEDIA

A rowdy group of protesters made themselves heard during the inauguration of the new wing of the Alexandre-Tache pavilion of the Université du Québec at the Outaouais yesterday.

Eloi Bureau, whose father is mayor of Gatineau, was one of the leaders of a group of about 20 students who banged on the new glass doors as Quebec Education Minister Michelle Courchesne inaugurated the \$14-million wing.

The students are upset UQO is spending money on new construction instead of reducing tuition.

Courchesne took the commotion in stride, drawing laughs from an audience of several hundred people.

"When I was 20, I was the one banging on university doors. Five years of strikes and negotiation committees, and here we are," she said, clearly proud of the financial contribution the province is making to educational institutions.

In another twist, Gatineau Mayor Marc Bureau raised eyebrows by skipping the ceremony.

POLITICAL SNUB

"Key political figures need to be present," said l'Oree-du-Parc Coun. Louise Poirier.

"He didn't even delegate his role to the deputy mayor."

Deputy mayor Aurele Desjardins did attend, but confirmed he was there as a city councillor.

He said the mayor had not asked him to represent the mayor's office at the event.

As for the mayor's son, Bureau said that his presence had nothing to do with his father's absence.

"I deal with student politics and not the politics of others," he stated.

Boyish, cunning and cruel: Online predator shut down

A young man with an 'amazingly complex' system, Mark Bedford faces a lengthy prison term after pleading guilty to extortion and child pornography-related charges, writes Bruce Ward.

Bruce Ward

The Ottawa Citizen

Friday, January 25, 2008

The Bedford Girls: How a beguiling blackmailer from Kingston coerced hundreds of young girls into performing acts of degradation, live and online. A story of lost innocence and misplaced trust.

- - -

Mark Bedford looks about 16 and is boy-band handsome, like Donny Osmond in his Puppy Love days or maybe Matthew Broderick as Ferris Bueller.



CREDIT: Dennis Leung, The Ottawa Citizen

Mark Bedford, above, a computer science student from Kingston, preyed on young girls by using online profile pages such as the 'supalover666' profile page in the background. When Mr. Bedford chatted with his victims, he would often use his 'Samantha' persona to strike up conversations. The above image of 'Samantha' has been digitally altered.

But Mr. Bedford is 23. He is a cunning and cruel online predator whose pitch perfect impersonation of a teenage girl fooled hundreds of girls in Canada and Britain. Several girls, including one 10-year-old, were coerced into performing degrading sexual acts in front of their webcams after being duped by Mr. Bedford.

He now faces a harsh prison sentence after pleading guilty to 10 extortion and child pornography-related charges last week in a Kingston courtroom.

The court heard how two sisters, 11 and 13, were blackmailed into performing mutual oral sex on a webcam.

In a particularly disturbing episode, a 12-year-old girl was twice made to simulate sex with the family dog. It happened at Christmastime, in the same room where the family's decorated tree was set up. Most of his victims were girls between nine and 15 years old.

"In some instances," a court document says, "the chat material discloses a very desperate young female pleading with Mr. Bedford to simply leave her alone or asking him frantically why he is doing this to her. Mr. Bedford cultivated the fear of exposure to parents and friends. He manipulated the young women to either demonstrate his control over them or to exploit them ... in order to satisfy his own sexual needs."

Clusters of victims were found in Kingston, where Mr. Bedford lives with his parents, and in Sault Ste. Marie, Ont. Other groups of victims were located in Alberta and British

Columbia. And at least 40 girls living in Kent, England, were ensnared by Mr. Bedford's schemes.

The case is chilling in that it shows how the generation born after 1990 is utterly confident online, speaking in teen shorthand and acronyms and bouncing from chatrooms to podcasts. It is this high-tech savvy, mixed with girlish innocence and misplaced trust, that makes some of them so vulnerable to pedophiles.

Authorities involved in the case describe Mr. Bedford as "meek and mild ... a very reclusive type of individual who kept to himself."

Yet when he logged on to the Internet, Mr. Bedford showed an impressive creativity -- particularly in the guise of 15-year-old "Samantha," who, on one social networking site, listed her interests as "singing, dancing (not in public), computer, MSN, Yahoo, Tyler, my b/f ..."

As "Sam" -- the fake photo shows a girl with long, blond hair -- he affected an air of girlish angst. Every pronouncement came with a fusillade of the F-word: " F..... Christ! I f..... love him so much, you all know who I'm talking bout right. Well you should I talk about him enuf. But damn, that boy. Wow. I dunno wut to even say.

"Christ I get so mad at myself lately, I hate myself, my body, my mind, how lame I am. Why, why couldn't I have a better social life ... I don't get it."

Mr. Bedford had the con man's knack of eliciting vital information through a series of seemingly harmless questions asked during his online chats with girls -- What's your favourite colour? What bands do you like? Do you have a pet? What's its name?

Unwittingly, some girls would supply significant clues so that Mr. Bedford could figure out the password to their Internet account. He would then hijack the account, change the password, and pose as the victim to her circle of online friends, which sometimes numbered in the hundreds.

Once he had gained a girl's trust, the online conversations became increasingly sexual in content. Some victims were persuaded by Mr. Bedford to show their breasts as they stood in front of a webcam. He then "captured the webcam images for his own use," a court document states.

He would then threaten to e-mail those images to the girl's parents and friends or post them on the Internet -- unless the victim agreed to perform sexually explicit acts.

Most of the crimes took place in the fall of 2005 and the following spring, while Mr. Bedford was a computer sciences student at St. Lawrence College. He had a string of online aliases, including "supalover666" and "ratemybody." Sometimes he posed as a sexually adventurous young man from "Kingston, Alabama," eager to show off his body.

Fittingly, it was the RCMP's centralized databanks in Ottawa that led to Mr. Bedford's downfall.

Mr. Bedford's involvement in the crimes was discovered after investigators from England, the Ontario Provincial Police and municipal police forces in Alberta and British Columbia gathered at the RCMP's National Child Exploitation Co-ordination Centre to share information from the various investigations. He was charged in July 2006.

"It was an amazingly complex little system," said Ross Drummond, the assistant Crown attorney who prosecuted the case. "It became apparent that they were all looking at the same e-mail address as the source.

"We found out that this Kingston address was doing all these ... and that's where it all came together."

Rosalind Prober, president of the children's rights group Beyond Borders, describes the girls in the Bedford case as "compliant victims." She compares them to seniors who willingly write a cheque because they fall for a con man's spiel. Calling a man like Mr. Bedford a predator "doesn't ring any alarm bells" with young teenagers, said Ms. Prober, whose volunteer group campaigns for Internet safety.

"We call them everything except really nice, handsome, young-looking hot guys, which is how they seem. Children are doing sexual acts because they have been conned. They really don't see anything wrong with lifting their blouse or whatever. Then they get hit with the double whammy of the blackmail and they're trapped."

Men who use the Internet to satisfy their sexual interest in children seek out others with similar proclivities to boast about their crimes, she said.

"They get validation from each other and their little nest egg of pictures is like currency. Those who have the hottest, or the latest, or the most specific are the big shots online.

"It's need driven, it's a compulsion. ... That's how insidious it is, that's how clever they are. It's all about sexual gratification. It's not about anything else."

OPP Det. Sgt. Frank Goldschmidt, the provincial co-ordinator for strategy concerning illegal Internet activities, often uses what he calls the hallway test when he talks to students about Internet safety.

"If there are things you would feel uncomfortable doing in your school hallway, why would you do it on the Internet?" he asks. "Especially when you don't know because you can't normally see who you're talking to.

"It just totally amazes me when kids are on Facebook and those social gathering networks, how much personal information and photographs they post on these sites of themselves.

"I often ask kids, why do you do that? They say, 'You know, it's for my friends.' My response is, 'If they are your friends, they already know what you look like, they know where you live, they know how old you are.'

"You're really just putting seeds out there for people who are preying to find you. As easy as you can put it out there, they can take it down and use it for purposes you wouldn't want them to use it for."

He also warns parents not to use the computer as "an electronic babysitter" until they get home from work. And he believes it's unwise to allow teenagers to have computers in their bedroom.

"It amazes me how many people let kids have video cameras and phones and computers in their bedroom away from everybody else. How can you possibly see what they're doing? People are leery about letting their kids go to the movie theatres. They need to be just as cautious with their kids going on the Internet."

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.



Friday » January
25 » 2008

Talking is best Net safeguard, expert advises

Geoff Nixon

The Ottawa Citizen

Friday, January 25, 2008

For parents trying to keep their children cyber-safe, the challenge is growing harder every day: Many children access the web from outside their home, and their parents can't be watching over their shoulder all day long.

Former Toronto police officer and Internet safety expert Paul Gillespie said yesterday that the best parents can do is to keep open lines of communication with their cyber-savvy offspring and tell them to be suspicious of what they encounter online.

"We simply have to talk to each other, set some rules, work together," said Mr. Gillespie, chief executive officer of the Kids' Internet Safety Alliance, a website that researches issues regarding Internet safety and advises parents on how to keep children safe.

Pointing to the rise in popularity of social networking sites like Facebook and MySpace, he said children are more inclined to tell all in an online setting than to their parents and older siblings.

"Kids are simply putting everything online because everybody else does," Mr. Gillespie said. "Children are not nearly as concerned about posting private information as adults are. The reality is, you can almost find anything about anybody if you want to look hard enough on the Internet."

Mr. Gillespie said police used to advise parents to keep home computers in well-supervised areas, and to not let their children use the Internet alone. But according to what recent statistics have revealed about the cyber-habits of children who use the Internet, that's no longer enough.

"A study came out about a year ago, Ipsos Reid did a poll in the Greater Toronto Area," Mr. Gillespie said. "Among 10- to 14-year-olds, 85 per cent of children have Internet access outside the house."

Children can access the web at school, the library, through cellphones or at friends' houses, he said, and parents must do what they can to keep in the loop about what their offspring are checking out online.

"There's no real quick tip on how to keep your child safe other than to educate yourself as to what your kids are doing," Mr. Gillespie said.

As for children, he advises that whenever they encounter something on the web that makes them uncomfortable, they should talk to someone they trust. "If there is anything at all that makes you uncomfortable, talk to someone," he said. "Whether it's a sibling or a caregiver, parent, teacher, just talk about it and help them help you figure it out."

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW



Friday » January
25 » 2008

Universities keep spaces down despite jump in applications

Kate Scroggins

The Ottawa Citizen

Friday, January 25, 2008

Ottawa universities will not significantly increase first-year enrolment despite receiving a record number of applications from Ontario high school students.

Carleton University has seen a seven-per-cent increase in applications. However, it will only create about 75 additional spaces for first-year students, which means the competition for offers of admission will be fierce.

"As part of its planning process, Carleton University has been anticipating an increase in enrolment of about three per cent of students applying directly from Ontario high schools -- an increase that is consistent with demographic trends in Ontario and locally," said Feridun Hamdullahpur, interim provost and academic vice-president.

Carleton plans to admit about 4,000 full-time, first-year students for the fall semester.

The rise was spread across disciplines -- applications were up six per cent in arts, 11 per cent in information technology and 25 per cent in engineering.

The University of Ottawa experienced a more modest boost of about one and a half per cent.

Registrar François Chapleau said undergrad enrolment has grown over the past six years, but there will be no new spaces for the coming school year.

The U of O also saw an increase in the number of Franco-Ontarian applicants.

"We are always looking to increase the number of franco-phone students at the university," Mr. Chapleau said. "Right now we have about 30 per cent. We have a target of 33 per cent by 2010, so we've almost met the target."

Mr. Chapleau said he expects the number of applications to rise even more once the school processes applications from Quebec and from students who took time off after high school.

The application boom at Ottawa universities is part of a provincewide trend. The Ontario University Application Centre, which manages all applications for Ontario universities, reported a five-per-cent increase in applicants from last year.

Applications are also up at community colleges. Algonquin College has seen a three-and-half-per-cent increase for its fall programs.

Renée Sperling, a Carleton student and undergraduate recruiter, said the university took a more aggressive and personalized approach in selling Carleton to high school seniors. In addition to phone calls, they tailored campus tours to specific programs, which allowed students to speak to faculty in their area of interest and see departmental facilities.

"There are so many people calling and asking for information, both students and parents," she said. "Last year, we never had more than 80 people on a weekend tour. This year, we've had to do multiple tours a day because we've had upwards of 150 people."

Universities have already started offering admissions to some students. The process will continue into the summer.

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.

Friends 'coming home together'

Families plan joint visitation as crash investigation continues

Jessey Bird

The Ottawa Citizen

Friday, January 25, 2008

A joint visitation will be held for Carleton University students Brianne Deschamps and Vanessa Crawford today -- just the way family say the two close friends would have wanted it.

"We just thought it was best," said Stephen Deschamps, Brianne's father. "Both girls will be coming home together and they will stay together."

At 1:50 a.m. Wednesday, a black Toyota 4Runner containing five Carleton students was struck by a northbound OC Transpo bus at the intersection of Heron Road and Riverside Drive.

The SUV's 20-year-old driver, Mark MacDonald, and 19-year-olds Brianne and Vanessa died in the crash. While Monica Neacsu, 19, was able to leave hospital early that same day, Ben Gardiner, 20, was critically injured and remained in The Ottawa Hospital's Civic campus last night.

Families and friends of the students have received an outpouring of support from across the province. Facebook was flooded with messages, and even Ottawa Mayor Larry O'Brien shared his sympathies.

"As a father, I particularly grieve with the parents who have lost their children," said Mr. O'Brien in a statement. "For those who have had the privilege and joy to know and study alongside Mark, Vanessa and Brianne, they will always remember them as very affable, energetic and promising university students, taken away from us in the prime of their youth."

"We have had just a great network of friends and family and they have been here right from the get go," said Mr. Deschamps.

"Carleton is hurting really bad, I know they are."

Starting at noon yesterday, more than 100 students attended an informal grief counselling session held by Health and Counselling Services, and the school's Chaplaincy. While the date has not yet been confirmed, school representatives say they hope to hold memorials for the victims in accordance with the families' wishes.



CREDIT: Julie Oliver, The Ottawa Citizen
Twenty-year-olds Erin Papadynetz, left, and Katalin McLean were among the more than 100 students who attended an informal grief counselling session for Brianne Deschamps, Vanessa Crawford and Mark MacDonald at Carleton University's Fenn Lounge yesterday. Ms. McLean used to dance with Ms. Crawford, who took up dancing as a young girl.

Yesterday, investigators were still probing the circumstances surrounding the fatal crash.

Ottawa police Staff Sgt. Rick Lavigne said officers have identified at least one independent witness who saw a vehicle similar to the black SUV shortly before the accident.

Staff Sgt. Lavigne could not provide specific information about what the witness saw, but said the witness reported seeing a vehicle similar to Mr. MacDonald's SUV in the Bank Street area.

Police are also trying to locate surveillance video from government and other buildings that may have recorded the SUV, and today they expect to receive a record of which light was green and which was red at the time of the accident from the city's traffic control centre.

Const. Alain Boucher said the bus and the SUV passed their safety tests, and no mechanical problems were found.

It is still to be determined if alcohol was a factor in the crash. Autopsy results are not expected for about three months.

Staff Sgt. Lavigne said for now, officers are focusing on interviewing the surviving passengers, witnesses and the 62-year-old OC Transpo driver.

"There won't be any comment from OC Transpo while the accident is still under investigation," said Eric Collard, a spokesman for the City of Ottawa.

Visitation for Ms. Crawford and Ms. Deschamps will be held today at 4 p.m. at Smith Funeral Home in Sarnia. Ms. Crawford's funeral will be held tomorrow at 1 p.m. at St. Luke's United Church. Visitors are invited to return to the funeral home for Ms. Deschamps' funeral at 3 p.m.

Mr. MacDonald's funeral will be held Monday at 11 a.m. in Arnprior's Glad Tidings Pentecostal Church, 116 Baskin Dr. Visitation will be held at the Pilon Family Funeral Home & Chapel at 50 John St. N. in Arnprior on Sunday from 2 to 4 p.m. and 7 to 9 p.m.

With files from Andrew Seymour

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.



Friday » January
25 » 2008

Language adviser wrestles with thorny issues Report to be delivered in February, he says

Kate Jaimet

The Ottawa Citizen

Friday, January 25, 2008

Alberta's francophone communities need more money because the oil boom has drawn French-speakers there. The Maritimes' francophone communities need more money because the Alberta oil boom has lured away their French-speakers.

That seeming contradiction appeared to baffle the federal government's official languages adviser, Bernard Lord, during a final meeting with language advocacy groups at the Château Laurier yesterday before writing his report on official language policy for Heritage Minister Josée Verner.

"He said, 'They need money on both sides of the country. What's happening?'" said Marc-André Charlebois, executive director of the Fédération nationale de conseils scolaires francophones, one of about 80 organizations invited to the private meeting.

Mr. Charlebois said Mr. Lord was given a logical explanation: Alberta needs money to service the francophones it has gained, while the Maritimes need money to attract replacements for the francophones that the region has lost.

Those are the kinds of thorny issues Mr. Lord has waded through since being appointed by the Conservative government in December to suss out opinions about the state of French and English in Canada.

During consultations in December, the former New Brunswick premier visited six cities, meeting with representatives of French and English minority communities, academics and government observers.

During the final consultation session yesterday, Mr. Lord said he would hand his report to Ms. Verner in February. It is expected to become the basis for the Action Plan on Official Languages being developed by the government for release this spring. Mr. Lord gave participants no details about what his recommendations would be, but Mr. Charlebois said one issue appears to be at the top of his mind.

"Mr. Lord repeatedly mentioned education at the centre of his preoccupations," he said.

Anna Maddison, president of Canadian Parents for French, said there was a lot of discussion among participants about the need for more Canadians to become bilingual.

"This was said over and over. There is a need for bilingualism in Canada to be valued and to carry with it some rewards," she said.

Lise Routhier-Boudreau, president of the Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada, said there was also discussion about the need to invest in French-language services. However, she said, Mr. Lord warned participants not to expect a silver bullet.

"Mr. Lord said the Action Plan on Official Languages will not fix everything. The promotion of linguistic duality is ... the responsibility of the federal and provincial governments and of the communities."

Mr. Charlebois said he did not expect Mr. Lord to recommend a major shift in direction from the current Action Plan on Official Languages, which was developed five years ago under the Liberal government by then-intergovernmental affairs minister Stéphane Dion.

"(Mr. Lord) sees as his purpose to provide a plan that will continue and improve on the previous plan," Mr. Charlebois said.

Among other things, that action plan aims to bolster minority language communities, increase bilingualism across the country, and attract French-speaking immigrants to francophone communities outside of Quebec.

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.